

# LA QUESTION DE LA CONSTRUCTION DU PARTI

## SOMMAIRE :

### ORGANISATIONS OU PARTI ?

#### Avant-propos

1° La lutte contre le révisionnisme moderne n'a pas été menée en profondeur.

2° Une connaissance superficielle du marxisme-léninisme.

3° Considérer le marxisme-léninisme comme une science, un préalable nécessaire à l'unité idéologique.

4° La résurgence de l'économisme au sein du mouvement se réclamant du marxisme-léninisme.

5° La mythologie anti-léniniste dans les questions touchant à l'édification du Parti.

#### Notes

### PROGRAMME MINIMUM — PROGRAMME MAXIMUM

#### Avant-propos

1° D'où vient la distinction programme minimum/programme maximum ?

2° Quelle est la signification du « programme minimum » sous l'impérialisme ?

3° Quelle signification peut avoir la nationalisation si elle n'est pas accompagnée de l'expropriation des exploités ?

#### Notes

## *Organisations ou Parti ?*

Cet article a été rédigé en novembre 2005. Il vise à fournir des pistes de réflexions aux communistes ayant compris l'urgence de la formation d'un Parti communiste marxiste-léniniste en France, avant-garde consciente organisée du prolétariat et préalable nécessaire à l'existence d'une véritable lutte de classe contre le Capital.

### **Avant-propos**

Le mouvement marxiste-léniniste en France est né dans le courant des années 60 en réaction à la victoire du révisionnisme khrouchtchévien dans le PCUS et à l'alignement du PCF sur les révisions historiques, théoriques et politiques issues de cette trahison. Des tentatives de construire un parti marxiste-léniniste ont existé : PCMLF, PCRML. Elles ont échoué. Il existe actuellement en France (comme dans de nombreux autres pays) plusieurs groupes se réclamant du marxisme-léninisme. L'un (le PCOF) affirme être le Parti, certains espèrent sans doute devenir ce Parti, d'autres affirment contribuer à sa construction par des voies diverses, voire contradictoires (par exemple en développant leur propre groupe).

L'éparpillement passé et actuel est néfaste au mouvement ouvrier et communiste. Il faut en découvrir les

causes profondes si l'on veut éviter de reproduire les erreurs du passé qui ont produit la division actuelle et si l'on veut avancer efficacement vers l'unification des communistes dans un seul parti. Nous nous concentrerons donc d'abord ici sur la signification politique en France<sup>1</sup> de l'existence d'une multitude de groupes séparés, parfois même rivaux, se réclamant du marxisme-léninisme.

Il est facile aux communistes *d'apparaître unis dans les temps de victoire* ; tout au contraire, *la période de défaites* postérieure au triomphe du révisionnisme au sein du PCUS (b), puis celle qui a vu s'asseoir l'hégémonie de la pensée-maotsétoung au sein du mouvement luttant contre le révisionnisme soviétique, *ont favorisé les divisions idéologiques et l'émiettement organisationnel* du mouvement communiste et ont donc été synonyme d'un reflux vaste et durable du mouvement communiste et même plus généralement ouvrier.

Se croyant affranchi du révisionnisme, parce s'étant opposé au khrouchtchévisme, le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme se structura d'abord autour du PCMLF à la fin des années 60. Cependant, loin de pousser plus en avant la critique de la ligne opportuniste du PCF dont les racines remontaient en fait aux années 30, le PCMLF au sein duquel l'influence du maoïsme était dès le départ prépondérante, ne fit que reprendre la ligne déjà opportuniste du PCF des années 30-40 et du début des années 50, en s'efforçant seulement d'en éliminer les aspects les plus ouvertement révisionnistes et social-chauvins. Pour le PCMLF, la lutte contre le révisionnisme se trouva ainsi réduite à des références mortes à la doctrine marxiste-léniniste, sans jamais qu'il parvienne à intégrer le marxisme-léninisme comme un *guide* dans son action quotidienne. Les prétentions marxistes-léninistes du PCMLF s'effondrèrent enfin totalement quand vint le grand affrontement du marxisme-léninisme contre le révisionnisme maoïste. Le PCMLF, jusque-là en apparence uni, éclata et donna naissance à diverses organisations pro- ou anti-maoïstes. Les premières ont largement décliné depuis la lutte acharnée engagée par les camarades albanais pour dénoncer le caractère mystificateur de la pensée maotsétoung, sans pour autant que les secondes n'aient réussi à occuper le terrain laissé libre.

Il faut se rendre à une évidence : l'histoire du mouvement marxiste-léniniste en France fut marquée à partir de la deuxième moitié des années 70 par une *tentative* de lutte pour la réappropriation conséquente du marxisme-léninisme et pour son émancipation complète vis-à-vis de sa caricature maoïste. Cependant, cette réappropriation n'a pas été complète. Cette évidence nous est prouvée par plus de vingt ans de *pratique* sans résultats tangibles pour l'unité et la croissance du mouvement ouvrier à l'échelle nationale. On est légitimement en droit de se demander : *pourquoi durant cette période le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme a-t-il été incapable de progresser ?*

Nous n'avons pas l'intention ici de dresser un « procès d'organisations », ce qui ne serait de toute façon d'aucune utilité pour amener les camarades de ces organisations — à la base comme à la direction — à réfléchir sur les tâches actuelles les plus urgentes du mouvement communiste en France, mais plutôt de souligner certains traits persistants de l'héritage révisionniste au sein du mouvement se réclamant du marxisme-léninisme et que tout communiste conscient se doit de combattre. (Pour mieux mettre en évidence ces faiblesses, nous n'oublierons pas de les mettre en regard avec les principes léninistes qui ont fait leurs preuves au sein de partis ayant su conquérir et conserver le pouvoir sur une longue période.)

Le premier constat qui s'impose donc est que

### **1° La lutte contre le révisionnisme moderne n'a pas été menée en profondeur.**

Elle s'est ramenée en fait au ressassement de références générales au marxisme-léninisme sans jamais que leur validité soit illustrée dans la vie pratique. C'est ce que remarquaient déjà les camarades du groupe *L'Emancipation*<sup>2</sup> quand il critiquaient la pseudo-lutte anti-révisionniste soi-disant menée en France par les marxistes-léninistes dans les années 60-70. En effet, l'immense majorité des groupes se réclamant du marxisme-léninisme étaient incapables de pousser à fond la critique tant du révisionnisme khrouchtchévien que du révisionnisme eurocommuniste et maoïste. Les affrontements avaient tendance à prendre la forme d'affrontements scolastiques. Pire : quelques références abstraites au marxisme-léninisme suffisaient à proclamer qu'on en avait fini avec la critique de ces courants révisionnistes ! Pourtant, le fait qu'ils subsistent aujourd'hui, alors même que la bourgeoisie n'a plus l'utilité de les

appuyer comme par le passé, prouve que ces courants révisionnistes n'avaient été critiqués que très superficiellement.

La « lutte » contre le révisionnisme n'était en général pas rattachée de manière vivante à la réalité économique et sociale concrète qui l'avaient vu naître.

Par exemple la « lutte » contre le révisionnisme khrouchtchévien n'avait aucune valeur si elle se contentait de dénoncer de manière abstraite « la nouvelle bourgeoisie en URSS » et si elle n'est pas rattachée à la critique implacable des manifestations du capitalisme restauré en Union Soviétique.

De même, il suffisait de dénoncer la théorie des « trois mondes » et le rapprochement sino-américain pour dénoncer le révisionnisme chinois ! Or les affrontements avec les débris du maoïsme démontrent que ce genre de polémique permet en fait aux révisionnistes de retrouver pied, puisqu'ils arrivent toujours à « démontrer » que cette politique n'était pas le fait de Mao mais de Deng Xiaoping, parce Deng Xiaoping était le premier à l'avoir ouvertement théorisée. Seule *l'étude approfondie* des théories maoïstes critiquées à la lumière d'une *analyse de classes concrète* de la société chinoise et du « socialisme chinois » depuis que la révolution démocratique-bourgeoise a triomphé en Chine pouvait permettre de *liquider idéologiquement* et de manière irréfutable (parce qu'illustrée avec des exemples concrets) le révisionnisme maoïste. Ces études n'ont en général pas été menées puisque le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme n'avait qu'

## 2° Une connaissance superficielle du marxisme-léninisme.

« En France, l'absence de base théorique et de bon sens politique se fait généralement sentir. » (Karl Marx, *Lettre à Kugelmann*, 18/05/1874.)

Les limites tracées par Marx caractérisant le mouvement communiste en France doivent d'abord nous amener à souligner la grande importance qu'il accordait à la théorie révolutionnaire. C'est également cette importance de la théorie révolutionnaire — c'est-à-dire du facteur subjectif — que visait Lénine lorsqu'il affirmait que

«... l'absence de théorie enlève à une tendance révolutionnaire le droit d'exister et la condamne nécessairement, tôt ou tard, à la faillite politique. »<sup>3</sup>

L'importance accordée par les classiques du marxisme-léninisme en général à la théorie émane dans tous leurs travaux. Si le marxisme a pu triompher au sein du mouvement ouvrier dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, si son développement — le léninisme — a pu rayonner lui aussi pendant un demi siècle, c'est parce que les chefs communistes qui ont élaboré la méthode marxiste-léniniste accordent à la théorie révolutionnaire un rôle éminent, au contraire des révisionnistes en général qui réduisaient — et réduisent toujours, incapables qu'ils sont de faire progresser la théorie — le rôle de l'élément conscient au minimum, ou lui substituent comme les maoïstes une « ligne de masse » miraculeuse surgissant « spontanément » de la révolte des masses opprimées, et capable en quelque sorte de dispenser de mener un travail idéologique réputé « long et fastidieux », surtout paraît-il en direction de ces « ignorants » que sont les ouvriers !

« L'ouvrier aspire à la connaissance et à la théorie, afin de conquérir le plus rapidement possible le pouvoir politique et d'organiser consciemment la société communiste. Il n'a que faire de l'ouvriérisme et il ne partage pas les préjugés des petits bourgeois sur le prétendu "intellectualisme". »<sup>4</sup>

En effet, il est évident que la situation objective du prolétariat dans la société capitaliste fait apparaître comme une nécessité pour tout ouvrier politisé le fait de s'assimiler la théorie ; comme Lénine qui comprenait bien que

« Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. On ne saurait trop insister sur cette vérité à une époque où l'engouement pour les formes les plus étroites de l'action pratique va de pair avec la propagande à la mode, de l'opportunisme. » (Lénine, *Que faire ?*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 82).

Un demi siècle de pratique révisionniste ravalant la théorie révolutionnaire plus bas que terre — parfois au nom du primat de la « pratique » (et quelle « pratique » !!!) comme chez les maoïstes — nous démontre par la négative l'importance extrême de la théorie révolutionnaire et la pertinence de cette remarque de Lénine ! Ce dernier, traitant de la crise que traversait le marxisme russe au début du XX<sup>ème</sup> siècle, faisait aussi remarquer que

« nous avons raison de voir la cause fondamentale de la crise actuelle de la social-démocratie russe dans le *retard des dirigeants* (« idéologues », révolutionnaires, social-démocrates) sur *l'élan spontané des masses*. » (Lénine, *Que faire ?*, p. 111).

Et Lénine d'ajouter un peu plus loin, toujours pour souligner l'importance extrême de la théorie révolutionnaire, et le fait qu'elle devait nécessairement selon l'expression de Marx « s'emparer des masses » pour devenir une force matérielle, que

« notre tâche n'est pas de rabaisser le révolutionnaire au niveau du manouvrier, mais *d'élever* les manouvriers au niveau des révolutionnaires. » (Lénine, *Que faire ?*, p. 119).

Tâche évidemment inaccessible à l'économisme qui tente de combler son vide théorique par une vaine pratique agitatrice !

La faiblesse théorique congénitale du mouvement communiste en France — et notamment de ses dirigeants — a des causes objectives et subjectives.

Les causes objectives résultent principalement de ce que la France est un pays impérialiste puissant qui peut donc, comme Lénine le remarquait des puissances impérialistes en général, corrompre la couche la mieux rémunérée des travailleurs : l'aristocratie ouvrière devient le principal paravent de la bourgeoisie, le principal véhicule de son influence au sein du mouvement ouvrier — principalement par la propagation de diverses variantes de l'idéologie réformiste entretenant des illusions chez les travailleurs sur la nature de classe de la démocratie bourgeoise ou la possibilité de « réformer » le capitalisme.

Les causes subjectives, outre la perpétuation de la longue « tradition » du socialisme petit-bourgeois proudhonien<sup>5</sup>, résultent de ce que la base sociale élargie de l'opportunisme et la démultiplication de son influence ont permis de liquider le parti des travailleurs d'abord parce que ses dirigeants étaient incapables de résister à la pression de l'idéologie bourgeoise et ont non seulement laissé pénétrer les conceptions petites-bourgeoises au sein du mouvement communiste, mais s'en sont même fait les propagateurs les plus zélés sous prétexte de « moderniser » le marxisme pour qu'il puisse « sortir de la crise » ! Cela s'est traduit par exemple au sein du PCF par le processus de « mutation » qui a vu le complet ralliement du PCF à l'idéologie sociale-démocrate.<sup>6</sup> Le mépris de la théorie, le rejet de tout ce qui était étiqueté comme du « dogmatisme stalinien », du « matérialisme grossier », voilà contre quoi avaient à lutter le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme qui n'avait cependant à opposer — summum de la dérision — que ses mortifications prétendument marxistes-léninistes (qui effectivement avaient de quoi rebuter les ouvriers !), quand même les dirigeants prétendument « marxistes-léninistes » ne substituaient pas aux apostolats thoréziens du front populaire — et d'une manière toute aussi écoeurante de sentimentalisme — une « ligne de masse » maoïste qui prenait elle aussi sa source au sein des « idées justes » émanant spontanément des masses opprimées (qu'elles soient prolétariennes ou petites-bourgeoises qui plus est ! Sans parler du fait qu'elles puissent être influencées par des préjugés petits-bourgeois)...

Les camarades de *l'Emancipation* et de *La voie du socialisme*, bien que leurs forces fussent réduites, ont fourni un travail préliminaire capital pour mener une lutte conséquente contre les théories diverses et variées du révisionnisme moderne tout en rattachant de manière vivante cette lutte aux luttes quotidiennes.<sup>7</sup>

Au-delà de cet aspect essentiel, ils soulignaient déjà comment la lutte entre « pro- » et « anti-chinois » restait une lutte entre deux courants anti-léninistes, par exemple en démontrant que les « frères ennemis » avaient par delà de grandes divergences apparentes un fond de commerce commun : entre autre la négation du marxisme-léninisme en tant que *science* de la révolution, leur *culte du spontané* menant à l'économisme, et enfin leur anti-léninisme dans la question de *l'unification des groupes* et de *l'édification*

*du Parti.*

Ces problèmes se posent encore aujourd'hui à des degrés divers au sein de la plupart des organisations se réclamant du marxisme-léninisme et c'est pourquoi nous nous proposons de revenir rapidement dessus.

Nous savons que certains — parce qu'ils y reconnaîtront ici leur pratique — préféreront observer un silence pudique (des plus évocateurs) au sujet de nos remarques ; de même, nous entendrons certainement aussi d'autres « critiques » s'élever contre notre démarche « inquisitoriale » surestimant l'importance de la « lutte idéologique » dans les « circonstances actuelles », au moment où, « plutôt que de chercher à diviser, il faudrait chercher à rassembler ».

Soit, rassemblons, donc ! Mais alors, donnons-nous en les moyens !

### **3° Considérer le marxisme-léninisme comme une science, un préalable nécessaire à l'unité idéologique.**

Il pourrait sembler inutile au premier abord de rappeler comment Marx et Engels puis Lénine et Staline n'ont cessé de considérer dans tous leurs travaux le marxisme comme une science. Depuis *Le Capital* dont la « valeur scientifique particulière » consistait selon Marx lui-même à « mettre en lumière les lois qui régissent la naissance, la vie, la croissance et la mort d'un organisme social donné, et son remplacement par un autre supérieur »<sup>8</sup>, en passant par les travaux d'Engels et Lénine sur le développement de l'économie et de la philosophie marxistes, jusqu'à la systématisation magistrale qu'en fit Staline, tous leurs travaux théoriques ne sont qu'une illustration de cette ligne directrice de la théorie du marxisme-léninisme, tendant sans cesse à se rapprocher de la *connaissance de la vérité objective*.

Ce rappel n'est donc pas inutile puisque les révisionnistes, au contraire — et ce quel que soit le masque qu'ils arborent —, tendent à s'éloigner de la connaissance de la vérité objective. C'est leur caractère de classe, étant au service de la philosophie idéaliste-agnostique bourgeoise (et de la conservation de l'ordre capitaliste) que d'obscurcir la question de la connaissance, question fondamentale derrière laquelle apparaît la contradiction idéalisme-matérialisme. Combien de révisionnistes, depuis Dühring et Bernstein jusqu'aux maoïstes et aux révisionnistes du PCF n'ont-ils pas attaqué le « déterminisme excessif » d'Engels, raillé l'indigence philosophique de Lénine ou l'esprit « métaphysique » « dogmatique et simplificateur » de Staline !

De la pénétration du grossier idéalisme humaniste-chrétien à celle du « bon sens » confucéen, l'histoire des théories révisionnistes pourrait se résumer à celle de ses fondements philosophiques et économiques mi-idéalistes, mi-matérialistes, mais toujours agnostiques et ascientifiques !

L'agnosticisme renforce le « pluralisme » tant vanté par les révisionnistes — toutes tendances confondues — et est donc l'instrument de pénétration de l'idéologie bourgeoise et de ses variantes petites-bourgeoises au sein du mouvement ouvrier. Que ce soit à travers le leitmotiv de la « liberté de critique » ou à travers sa forme modifiée de « l'épanouissement des 100 fleurs », l'histoire du révisionnisme est l'histoire du pourrissement idéologique des théories anti-marxistes « au nom du marxisme » ! Et ça n'est pas une nouveauté !

C'est cette liaison entre l'agnosticisme et l'opportunisme que Lénine avait en vue lorsqu'il affirmait que :

« Lorsqu'on parle de la lutte contre l'opportunisme, il ne faut jamais oublier le trait caractéristique de tout l'opportunisme moderne dans tous les domaines : ce qu'il a de vague, d'indécis et d'insaisissable. De par sa nature, l'opportuniste évite toujours de poser les questions d'une manière claire et décisive ; il recherche toujours la résultante, il a des louvoisements de couleuvre entre deux points de vue qui s'excluent, cherchant à « se mettre d'accord » avec l'un et avec l'autre, et réduisant ses divergences à de légères modifications, à des doutes, à des vœux pieux et innocents, etc., etc. » (Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 173).

Et c'est en effet un trait saisissant que l'on retrouve aussi bien de *manière temporaire* chez la jeunesse communiste qui s'éveille au marxisme (mais qui n'a pas encore bien assis ses convictions communistes

sur une base scientifique) que de *manière permanente* chez les vieux routards révisionnistes qui cherchent à faire oublier ce trait ineffable de leur caractère.

Dans les conditions actuelles de reflux du mouvement communiste, des facteurs favorisent l'agnosticisme : l'avilissement de la théorie et les multiples échecs pratiques encouragent le retour aux méthodes empiristes qui ne tardent pas à amener d'aucuns « marxistes » à la conviction anti-scientifique qu'il est impossible de connaître la vérité objective :

« Considérer le marxisme-léninisme comme science, c'est donc recourir à l'analyse concrète de la situation concrète, c'est substituer aux préjugés petits-bourgeois ou bourgeois, l'analyse scientifique des faits de la réalité concrète. Mais pour mettre en oeuvre cette méthode, il est nécessaire d'en voir la nature et la nécessité. Il est donc impératif d'embrasser la conception du monde matérialiste dialectique. La méthode scientifique marxiste-léniniste n'est pas née d'un empirisme vulgaire. Elle est fondée sur les principes philosophiques matérialistes dialectiques, sur la vision d'ensemble des rapports entre l'être (naturel, historique) et la pensée (la conscience). Rejeter la méthode scientifique, c'est donc rejeter ces principes philosophiques. Falsifier cette méthode, c'est falsifier ces principes. Voilà bien la source de l'obscurantisme du petit bourgeois socialisant. C'est dans la négation de ces principes que se trouve l'origine de tout subjectivisme. Le subjectivisme peut être plus ou moins élaboré, plus ou moins caricatural. Il peut s'armer au moyen d'une rhétorique philosophique ou s'exprimer crûment comme chez notre maoïste. Il peut se teinter de matérialisme (l'agnosticisme kantien) ou s'avouer franchement idéaliste (à la manière d'un Berkeley), il peut se piquer de science ou se montrer l'ardent défenseur de l'obscurantisme religieux. A travers ces multiples visages, le subjectivisme n'en garde pas moins les mêmes principes philosophiques, les mêmes principes gnoseologiques en particulier — c'est-à-dire la même théorie de la connaissance ou plutôt de l'impossibilité de la connaissance objective. »<sup>9</sup>

De cette prétendue impossibilité de connaître la réalité objective naissent donc le subjectivisme et l'empirisme.

Le subjectivisme consiste à ériger ses désirs en théorie et à prendre ses rêves pour des réalités, tout en essayant de faire passer le tout pour une « application créatrice du marxisme-léninisme ». Récemment, on a pu voir certains affirmer au sujet des « Comités du 29 mai » — somme toute assez similaires aux « comités de lutte » de mai 1968 car majoritairement investis par la petite bourgeoisie — qu'ils constituaient en quelque sorte la cellule à partir de laquelle se développerait la lutte populaire contre le néo-libéralisme. D'aucuns affirmaient même que « rester en dehors, c'était se liquider ». Le déclin rapide de ces comités, dont beaucoup ne sont déjà plus que des coquilles vides, montre à quel point cette appréciation résultait d'une analyse de classe scientifiquement fondée...

L'empirisme résultant de la division actuelle ne peut bien sûr pas contribuer à renforcer le mouvement communiste, mais ne peut au contraire qu'aboutir à faire passer ses représentants pour des charlatans, au mieux pour des incompetents ou de doux rêveurs. A l'étape actuelle, alors que les forces se réclamant du marxisme-léninisme restent divisées, il est naturel qu'une analyse d'une telle envergure ne soit dans les possibilités d'aucune organisation : une telle analyse ne peut résulter que de la mise en commun des efforts de tous les marxistes-léninistes dont les forces restent trop faibles et dispersées pour qu'aucune organisation puisse s'offrir le luxe d'ignorer les autres.

« L'expérience de ces dernières années a prouvé que ces tâches des révolutionnaires ne sont pas à la portée de quelques individus, ni même d'un ou de quelques groupes isolés de militants. Elles ne pourront être accomplies que par l'unification de tous les marxistes-léninistes dans un mouvement d'envergure nationale. En rompant l'isolement des individus et des groupes, en organisant leur collaboration autour d'un travail commun que chacun peut enrichir par sa contribution et contrôler, le journal doit permettre d'engager d'une manière décisive les marxistes-léninistes sur la voie de l'unification. Il contribuera à forger l'unité idéologique et politique des marxistes-léninistes et à organiser l'embryon du mouvement auquel nous aspirons tous. »<sup>10</sup>

Cette conclusion était et reste juste. N'est-ce pas ce que nous vérifions encore aujourd'hui dans la pratique ? De quel instrument disposons-nous en effet pour organiser la collaboration des communistes

autour d'un travail commun... pour contribuer à forger l'unité idéologique et politique des communistes ? Cet instrument n'existe pas. La prétention des différents groupes à détenir la juste ligne les amène au contraire à cristalliser leurs divergences, à se replier sur leurs tâches d'organisation, plutôt qu'à rechercher les moyens de résoudre ces divergences ou tout au moins d'en saisir la portée, ce qui supposerait d'ailleurs comme préalable leur connaissance précise et non des approximations ou des caricatures. Cette attitude conduit logiquement ces groupes, qu'ils s'attribuent (prématurément selon nous) ou ne s'attribuent pas le titre de Parti, à se comporter comme un Parti, c'est-à-dire à s'évertuer sans en avoir les moyens, et donc sans résultats tangibles, solides et durables, à accomplir les tâches internes et externes qui sont celles d'un parti communiste.

Dans les prochaines semaines et les prochains mois, nous tâcherons d'apporter une contribution à l'unité idéologique des camarades se réclamant du marxisme-léninisme via la clarification de cette grande question qui préoccupe tout ouvrier conscient : « *Pourquoi où les communistes ont pris le pouvoir la citadelle socialiste est-elle finalement tombée ?* », et dont la solution est primordiale pour permettre aux camarades sincères d'avancer sur l'élaboration d'une base idéologique commune minimale et ainsi pour pouvoir s'engager sur le chemin de la construction d'un Parti marxiste-léniniste *reconnu comme tel* en France par les ouvriers avancés.<sup>11</sup>

Pourquoi ces derniers dédaignent-ils actuellement les marxistes-léninistes censés les représenter ? Du fait qu'au-delà de la campagne anti-communiste continue, beaucoup de travailleurs en arrivent à dédaigner non seulement les partis politiques traditionnels du capital, mais même *toute politique*. Ce n'est évidemment pas en restreignant leur agitation au seul cadre des revendications quotidiennes — c'est-à-dire aux escarmouches avec le capital — que les marxistes-léninistes parviendront à re-politiser les travailleurs qui veulent voir non seulement progresser leurs luttes quotidiennes — chose impossible si tant que l'on reste cantonné à la seule lutte économique puisque « **dans la lutte purement économique, le capital est le plus fort** »<sup>12</sup> —, mais aussi avoir la claire perspective du renversement *possible et nécessaire* de la société bourgeoise.

Un combat sérieux doit donc être engagé contre

#### 4° La résurgence de l'économisme au sein du mouvement se réclamant du marxisme-léninisme.

« Quelle était donc la source de nos divergences ? Mais justement que les économistes dévient constamment du social-démocratie vers le trade-unionisme dans les tâches d'organisation comme dans les tâches politiques. La lutte politique de la social démocratie est beaucoup plus large et plus complexe que la lutte économique des ouvriers contre le patronat et le gouvernement. » (Lénine, *Que faire ?*, p. 113).

Lénine dénonçait dans ce passage le caractère principal de la déviation vers l'économisme dont la manifestation principale revêt la forme du ravalement des tâches de la presse communiste à l'évocation des seules luttes quotidiennes contre le patronat (l'économisme se voile parfois de manière plus subtile en tentant de faire passer ces luttes pour une lutte politique : les luttes économiques prendraient d'elles-mêmes et de manière spontanée un caractère politique).

L'exemple de la campagne pour le NON au référendum constitutionnel européen, pourtant *à priori* plus favorable à son développement sous l'angle de la lutte politique, qui a elle-même plus souvent revêtu le caractère de revendications économiques que le caractère d'une lutte politique conséquente, dénonçant le caractère de classe de l'Etat et des médias bourgeois, instrument de la dictature de la bourgeoisie, nous illustre le fait que mener la lutte sur le terrain de revendications politiques générales est une tâche plus ardue, mais fondamentale pour la presse communiste.

Or il suffit de jeter un coup d'oeil rapide dans la presse des organisations se réclamant du marxisme-léninisme pour constater l'ampleur de la déviation vers l'économisme et l'ampleur des tâches en ce domaine : si l'on trouve bien en général des matériaux abondants concernant la couverture des luttes économiques quotidiennes, on y trouve en revanche guère de matériaux relatifs aux revendications politiques générales et à l'éducation théorique des travailleurs.<sup>13</sup>

« La prédominance de la presse locale sur la presse centrale est une marque d'indigence ou d'opulence. D'indigence, quand le mouvement n'a pas encore fourni des forces suffisantes pour la production en grand, quand il végète encore dans le primitivisme et qu'il est presque submergé par les « menus faits de la vie d'usine ». D'opulence, quand le mouvement a *déjà réussi complètement* à s'acquitter de ses multiples tâches de divulgation et d'agitation, et que le besoin se fait sentir d'avoir, parallèlement à un organe central, de nombreux organes locaux. Et ce que signifie la prépondérance des organes locaux chez nous à l'heure actuelle, je laisse à chacun le soin d'en décider. » (Lénine, *Que faire ?*, p. 128).

Ceci démontre enfin de ceux qui voudraient déjà passer au stade de l'agitation à grande échelle dans les masses — quand même ils estiment par ailleurs que le mouvement communiste n'en est qu'à l'étape des cercles<sup>14</sup> — à quel point ils sont en décalage avec la réalité puisque le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme, éclaté organisationnellement, divisé idéologiquement et en proie à l'économisme n'en est encore qu'au stade embryonnaire de son développement. La question suivante se pose donc : comment passer de ce stade arriéré (caractérisé par l'économisme et le primitivisme dans lesquels le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme végète depuis des décennies) au stade supérieur ?

En se battant pour édifier un véritable Parti marxiste-léniniste à l'échelle nationale !

« La morale à tirer est simple : si nous commençons par établir une solide, une forte organisation de révolutionnaires, nous pourrions assurer la stabilité du mouvement dans son ensemble, atteindre à la fois les buts social-démocrates et les buts trade-unionistes proprement dits. Tandis que si nous commençons par constituer une organisation ouvrière large, soi-disant la plus « accessible » à la masse (en réalité, cette organisation sera la plus accessible aux gendarmes et elle rendra les révolutionnaires accessibles à la police), nous n'atteindrons ni l'un ni l'autre de ces buts, nous ne nous débarrasserons pas de notre primitivisme et, par notre morcellement, par nos effondrements continuels, nous ne ferons que rendre plus accessibles à la masse les trade-unions du type Zoubatov et Ozérov. » (Lénine, *Que faire ?*, p. 116).

Pour Lénine, en effet, la transformation des luttes spontanées contre le capital en une lutte politique consciente était liée à la question de l'existence d'un Parti communiste révolutionnaire, ce dernier étant défini comme nécessaire au déroulement de la lutte de classe :

« la lutte spontanée du prolétariat ne deviendra une véritable « lutte de classe » du prolétariat que lorsqu'elle sera dirigée par une forte organisation de révolutionnaires. » (Lénine, *Que faire ?*, p. 122).

C'est dans la même optique matérialiste dialectique reflétant l'importance du rôle du Parti pour le renforcement du rôle de l'élément conscient au sein des masses que le PTA systématise les enseignements léninistes sur le rôle du Parti communiste :

« Il a été désormais historiquement démontré que sans son Parti, la classe ouvrière, quelles que soient les conditions dans lesquelles elle vit et agit, ne peut acquérir d'elle-même une conscience de classe. Ce qui transforme la classe ouvrière de « classe en soi » en « classe pour soi », c'est le Parti. Bien entendu, la lutte, l'action, trempent et mettent à l'épreuve les masses et les révolutionnaires, elles leur enseignent bien des choses. Mais tant qu'un parti politique doté d'un programme clair, d'une stratégie et d'une tactique scientifiques, fait défaut, la lutte, soit demeure à mi-chemin, soit échoue. C'est ce qu'enseigne aussi l'expérience du mouvement révolutionnaire actuel et des nombreuses luttes des peuples des divers continents. Même quand certains révisionnistes et opportunistes de diverses couleurs admettent la nécessité de l'existence du Parti, ils le font en altérant gravement son rôle et les principes organisationnels de son édification. Ils proclament périmées et dépassées les idées de Lénine sur ces questions. En particulier, ils mettent en cause le principe selon lequel le Parti est non seulement l'avant-garde consciente de la classe ouvrière, mais aussi sa forme d'organisation la plus élevée, qui se caractérise par une unité de pensée et d'action, et à laquelle revient le rôle dirigeant dans l'ensemble de l'activité révolutionnaire en tout domaine où elle se déploie. » (Enver Hoxha, Rapport présenté au 6<sup>e</sup> Congrès du PTA, *Le PTA à propos de l'édification et de la vie du Parti*, Edition numérique, pp. 94-95).

## 5° La mythologie anti-léniniste dans les questions touchant à l'édification du Parti.

« Le prolétariat n'a pas d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. Divisé par la concurrence anarchique qui règne dans le monde bourgeois, accablé sous un labeur servile pour le capital, rejeté constamment « dans les bas-fonds » de la misère noire, d'une sauvage inculture et de la dégénérescence, le prolétariat peut devenir — et deviendra inévitablement — une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique basée sur les principes du marxisme est cimentée par l'unité matérielle de l'organisation qui groupe les millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière. A cette armée ne pourront résister ni le pouvoir décrépité de l'autocratie russe, ni le pouvoir en décrépitude du capital international. Cette armée resserrera ses rangs de plus en plus, en dépit de tous les zigzags et pas en arrière, malgré la phraséologie opportuniste des girondins de l'actuelle social-démocratie, en dépit des louanges pleines de suffisance, prodiguées à l'esprit de cercle arriéré, en dépit du clinquant et du battage de l'anarchisme *d'intellectuel*. » (Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, p. 177).

Dans ce passage remarquable, Lénine esquissait le processus de formation du Parti communiste qui allait prendre le pouvoir en Russie une décennie plus tard. Mais ce qui nous intéresse plus particulièrement encore, c'est qu'il sonne comme un puissant camouflet à la face de « girondins » toujours aussi « actuels » se réclamant du marxisme-léninisme en faisant apparaître le lien entre la question organisationnelle — celle du dépassement de l'étape des cercles — et la question générale de la lutte contre l'opportunisme.

Lénine avait démontré dans *Que faire ?* puis dans *Un pas en avant, deux pas en arrière* qu'à travers l'aspect organisationnel — d'abord la question du dépassement de l'étape primitiviste des cercles, puis celle des statuts du Parti ensuite —, se cristallisait une ligne opportuniste — les menchéviks — et qu'à peu de choses près cette division en une aile révolutionnaire et en une aile opportuniste — inéluctable sous l'impérialisme — était commune au mouvement ouvrier *en général*.

Or certains continuent de proclamer aujourd'hui que la lutte contre le révisionnisme est achevée, qu'ils ont formé le Parti et qu'il ne reste plus qu'à les rejoindre ! D'autres affirment que nous sommes à l'étape des cercles et qu'il faut d'abord se mettre d'accord avant de parler d'unité !

Soit, mais alors que les premiers ne restaurent pas une variété de menchevisme encadrée de quelques références formelles au léninisme ! Soit, mais alors que les seconds s'engagent à fond dans des discussions communes pour parvenir à élaborer scientifiquement cette unité idéologique ! Et que tous ces camarades s'abstiennent au moins de sombrer dans l'économisme et le primitivisme !

Que de *différence* en théorie (derrière la phraséologie tantôt de droite, tantôt « de gauche »), mais que de *similitudes* sur le terrain du praticisme étroit !

Ou alors que ces camarades disent franchement : « oui, nous vivons encore à « l'époque des cercles » et nous somme de ces « pitoyables manouvriers » auxquels Lénine faisait allusion » et qu'il caractérisait de la sorte :

« Un révolutionnaire mou, hésitant dans les problèmes théoriques, borné dans son horizon, justifiant son inertie par la spontanéité du mouvement de masse ; plus semblable à un secrétaire de trade-union qu'à un tribun populaire ». (Lénine, *Que faire ?*, p. 119).

Là encore il nous faut dire en guise d'autocritique à l'adresse des camarades qui pourraient se sentir incriminés à titre personnel :

« Qu'aucun praticien ne m'en veuille pour cette épithète sévère : en ce qui concerne l'impréparation, je m'applique cette épithète à moi-même tout le premier. J'ai travaillé dans un cercle qui s'assignait des tâches très vastes, multiples ; nous tous, membres de ce cercle, nous souffrions, jusqu'à en éprouver une véritable douleur, de sentir que nous n'étions que des manouvriers à ce moment historique ». (Lénine, *Que faire ?*, p. 119).

Peut-on dire en France qu'aujourd'hui, toutes les organisations souffrent de ressentir cette impuissance ? Assurément, non. Certaines d'entre elles en ont pris conscience, au sommet, comme à la base, et ont

commencé à intégrer cette ligne unitaire dans leur action, mais d'autres, du moins au sommet, continuent de faire semblant de ne rien voir. Mais assurément, à la base il en est autrement. L'exemple du meeting commun pour le NON au référendum constitutionnel tenu en mai 2005 par les organisations se réclamant du marxisme-léninisme a ravivé au sein des camarades de la base le souci d'unité afin d'avancer et de frapper ensemble.

« A l'époque des cercles, la chose était naturelle et inévitable ; mais il ne venait à l'esprit de personne de la vanter, de voir là un idéal ; tous se plaignaient de cette dispersion ; tous en souffraient et attendaient avec impatience la fusion des cercles dispersés en un parti formellement organisé. » (Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, p. 169).

Cette impatience, combien de communistes la ressentent aujourd'hui ? Qu'est-ce qui justifie qu'on la prolonge ?

Voilà en quoi réside la différence entre le courant opportuniste et le courant révolutionnaire ! Les uns se complaisent dans le primitivisme et l'isolement en cherchant à éviter les « débordements » sur des questions idéologiques (quitte même à s'abstenir de se rendre aux réunions communes !), tandis que les autres font tout pour vaincre cet état primitiviste et inciter à la critique franche entre camarades !

« Les partisans des groupes — "à l'étape actuelle" précisaient-ils inmanquablement — ne se posent jamais ces questions en se plaçant à un vaste point de vue, c'est-à-dire en militants responsables travaillant à créer les conditions d'existence du parti. Ils envisagent ces deux questions en se plaçant sur un plan purement local et anecdotique, contant avec une bonne dose d'autosatisfaction les "aventures" liées à leur constitution, puis passant sans transition de l'anecdote à "l'interprétation politique" en conférant à la moindre petite péripétie liée à la vie du groupe la valeur d'un symbole prouvant ou illustrant une sorte de "légitimité politique". Pour nous, en réalité, les groupes sont le résultat évident de la déliquescence de l'ancien mouvement marxiste-léniniste contre laquelle se sont dressés des militants ici et là, tous n'ayant pas la chance d'ailleurs de se retrouver à plusieurs pour mener le combat. »<sup>15</sup>

Travailler à l'unité des camarades se réclamant du marxisme-léninisme au sein d'un Parti unique, voilà quel doit être l'objectif de tout communiste révolutionnaire en France aujourd'hui ! Après plus de vingt ans « d'étape des cercles » sans aucun progrès idéologique ou organisationnel sensible, ces remarques écrites en 1984 prennent un caractère encore plus tranché :

« Figer le mouvement dans la phase d'éparpillement purement transitoire qui a fait suite à la dénonciation du maoïsme au nom d'on ne sait quelle "étape des cercles" était (et reste) une erreur dont la conséquence pratique est l'inaction, la désunion et le retard (qui se compte en années) pris dans le travail d'édification du mouvement... Au lieu, donc, de considérer les intérêts du mouvement et de contribuer directement à son édification, les partisans des groupes cherchent par tous les moyens à trouver des arguments en faveur de leur retrait du mouvement. »<sup>15</sup>

Et en effet, en France, le prolétariat compte désormais à son compteur plusieurs dizaines d'années de retard dans l'édification de son Parti, illustrant clairement les obstacles infranchissables à l'unité du prolétariat que fait surgir l'existence des cercles et leur « justification théorique » par les partisans de « l'étape des cercles » :

« D'abord, sur le plan historique, il est faux de présenter l'existence des "cercles" (en Russie et en Albanie) comme un préalable obligatoire et favorable à la création du parti. Le parti, dans ces pays, s'est naturellement créé avec la plupart des militants provenant des groupes — certains d'entre eux ayant joué un rôle éminent dans l'introduction du marxisme-léninisme —, mais il s'est créé aussi contre les groupes en tant que mode d'organisation contraire à l'unité et à l'édification du parti. En Albanie, la Conférence qui fonde le P.C.A. en novembre 1941 décida qu'aucun des principaux chefs des groupes ne serait désigné à la direction du Parti, tant ils restaient imprégnés par l'esprit de cercle et marqués par leur hostilité à l'union des communistes. »<sup>15</sup>

Cette hostilité, Lénine la rappelait pour mettre en évidence l'immense progrès que constituait l'édification du Parti par rapport à l'époque antérieure où existaient les cercles :

« Pour la première fois, nous avons pu nous libérer des traditions de ce relâchement de discipline et du philistinisme révolutionnaire propres au système des cercles ; réunir des dizaines de groupes les plus divers, souvent très hostiles les uns aux autres, uniquement liés entre eux par la force d'une idée et prêts (prêts en principe) à sacrifier leur particularisme et leur indépendance de groupe au profit d'un tout grandiose, le *Parti* que, véritablement, nous sommes en train de constituer pour la première fois. Mais en politique les sacrifices ne s'obtiennent pas pour rien ; il faut les gagner de haute lutte. Inévitablement, la bataille autour de la dissolution des organisations a été des plus acharnées. » (Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, pp. 176-177).

Il n'est pas inutile non plus de rappeler quelle appréciation Staline donnait de cette époque révolue :

« L'essor de plus en plus vigoureux du mouvement ouvrier et l'imminence manifeste de la révolution imposaient la création d'un parti unique de la classe ouvrière, d'un parti centralisé, capable de diriger le mouvement révolutionnaire. Mais les organismes locaux du Parti, les comités, groupes et cercles locaux étaient dans un état si lamentable, leur désunion dans le domaine de l'organisation et leur discordance idéologique étaient si grandes que la création d'un tel parti présentait des difficultés inouïes. La difficulté n'était pas seulement de construire le Parti sous le feu des persécutions féroces du tsarisme qui, à tout moment, arrachait des rangs des organisations les meilleurs militants pour les jeter en prison, les déporter, les envoyer au bagne. La difficulté était encore qu'une notable partie des comités locaux et de leurs militants ne voulaient rien savoir de ce qui ne touchait pas leur étroite activité pratique dans le cadre local ; ils ne se rendaient pas compte du préjudice que causait l'absence d'unité du point de vue de l'idéologie et de l'organisation ; ils s'étaient accoutumés à l'émiettement du Parti, au désarroi idéologique et considéraient que l'on pouvait se passer d'un parti unique centralisé. Pour créer un parti centralisé, il fallait vaincre ce retard, cette routine et ce praticisme étroit des organismes locaux. Mais ce n'était pas tout. Il y avait dans le Parti un groupe assez nombreux qui possédait ses organes de presse, *Rabotchaia Mysl* [la Pensée ouvrière] en Russie et *Rabotchéïé Diélo* [la Cause ouvrière] à l'étranger, et qui justifiait théoriquement l'émiettement organique et le désarroi idéologique du Parti, souvent même les exaltait, en considérant que la création d'un parti politique unique, centralisé, de la classe ouvrière, était une tâche inutile et factice. » (Staline, *Histoire du PCUS (b)*, Edition numérique, p. 28.)

On voit donc qu'il est vain de vouloir justifier la théorie de « l'époque des cercles » en utilisant les thèses de Lénine ou de Staline sur le Parti. Tout au plus, Lénine parlait de cette époque des cercles comme d'une époque transitoire où le mouvement révolutionnaire naissant, dispersé et n'ayant pas encore éclairci les principales questions de la révolution, s'attachait à élaborer les réponses aux principales questions de programme et de tactique afin de forger une base idéologique minimale à l'unification des cercles. Rien de tel chez nos théoriciens, toujours prisonniers de leurs cercles après 20 années de praticisme aveugle, détaché de toute théorie révolutionnaire !

« Il s'agit de savoir si notre lutte idéologique revêtira des formes *plus hautes*, les formes d'une organisation de parti obligatoire pour tous, ou les formes de l'ancienne dispersion et des anciens cercles. » (Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, p. 167).

Bien entendu, cet aspect est passé sous silence par nos théoriciens de « l'époque des cercles »...

« Les révisionnistes attaquent par tous les moyens le léninisme, sur le principe de l'édification du Parti et de ses normes, qui le rendent militant, vivant, et en font l'avant-garde de la classe ouvrière. » (Enver Hoxha, *Les masses édifient le socialisme, le Parti leur fait prendre conscience, Le PTA à propos de l'édification et de la vie du Parti*, Edition numérique, p. 98).

On voit que ce rappel n'est pas superflu aujourd'hui, au milieu de l'esprit de décomposition amplifié par plus de 20 années « d'époque des cercles »...

Mais avant d'aller plus loin, écartons d'emblée tout malentendu possible sur cette question de l'unité : nous ne sommes pas de ces partisans du « culte de l'organisation »<sup>16</sup> : Pour nous en effet,

« L'unification des marxistes-léninistes suppose d'abord un accord entre eux sur les tâches du mouvement, et sur l'analyse de la situation. Sans cet accord il est inutile d'envisager les aspects organisationnels qui ne peuvent être abordés qu'ensuite. (...) Aucune forme d'organisation ne peut

par elle-même provoquer l'accord idéologique et politique. C'est conserver le culte de l'organisation, comme l'ancien mouvement marxiste-léniniste l'entretenait pieusement pour éviter d'aborder la question idéologique, que de continuer aujourd'hui, après l'amère expérience de 15 ans, à prétendre que la tâche de l'heure serait "l'organisation". »<sup>15</sup>

Ainsi, pour nous, le processus de disparition des groupes au profit de la création du Parti ne doit pas résulter d'une union mécanique, mais d'une union basée sur une discipline consciente forgée par l'assimilation scientifique des fondements du marxisme et une définition théorique commune de la stratégie de notre révolution.

D'où vient donc cette attitude parfois glaciale des organisations se réclamant du marxisme-léninisme quand on en vient à aborder la question de la nécessité du débat idéologique ? Elle provient avant tout de leur conception agnostique de la question gnoséologique<sup>17</sup> :

« Si les partisans des groupes s'opposent à la conception léniniste (qui a pourtant fait ses preuves dans la pratique), c'est qu'ils nient en fait que les marxistes-léninistes puissent être unis idéologiquement et politiquement. Ils ne croient pas à l'unité par conviction, c'est-à-dire à la possibilité du plein accord idéologique. »<sup>15</sup>

On voit encore comment des points que d'aucuns qualifieraient de « divergences mineures » — la façon de considérer le marxisme-léninisme — ont de vastes répercussions pratiques, puisque la question de la connaissance de la réalité objective et donc du degré d'assimilation du marxisme réapparaît subrepticement.

Bien sur, sous l'impérialisme, nous savons que la scission objective de la classe ouvrière rendra notre combat ardu. Durant ce combat se cristallisera toujours davantage l'opposition entre une aile révolutionnaire cherchant à faire progresser l'unité léniniste du mouvement communiste et mettant en avant la perspective révolutionnaire, et une aile opportuniste qui cherchera à freiner ce mouvement au nom des intérêts de son praticisme étroit immédiat.

Notre combat, c'est donc le combat *contre l'esprit de cercle* qui ronge le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme depuis des décennies. C'est le combat *pour la création du détachement d'avant-garde du prolétariat* en France qui fait tant défaut aux travailleurs d'aujourd'hui. Voilà quel est l'enjeu fondamental qui se cache derrière la question « *Organisations ou Parti ?* » aujourd'hui en France impérialiste !

« Et si réellement nous parvenions à obtenir que la totalité ou la majeure partie des comités, groupes et cercles locaux, s'associent activement à l'œuvre commune, nous pourrions à très bref délai mettre sur pied un hebdomadaire, régulièrement diffusé à des dizaines de milliers d'exemplaires dans toute la Russie. Ce journal serait comme une partie d'un gigantesque soufflet de forge qui attise chaque étincelle de la lutte de classe et de l'indignation populaire, pour en faire jaillir un immense incendie. Autour de cette œuvre encore très innocente et encore très minime par elle-même, mais régulière et commune dans toute l'acceptation du mot, se recruterait systématiquement et s'instruirait une armée permanente de lutteurs éprouvés. Sur les échafaudages ou les tréteaux de cette organisation commune en construction, nous verrions monter bientôt, sortant des rangs de nos révolutionnaires, des Jéliabov social-démocrates, et, sortant des rangs de nos ouvriers, des Bebel russes qui, à la tête de cette armée mobilisée, soulèveraient tout le peuple pour faire justice de la honte et de la malédiction qui pèsent sur la Russie. » (Lénine, *Que faire ?*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 134).<sup>18</sup>

## Notes :

1. Conscients que des problèmes similaires se posent pour les camarades de nombreux autres pays, qu'ils demeurent dans des pays impérialistes ou dans des pays anciennement socialistes (dans le cas où un Parti au pouvoir a été liquidé de l'intérieur par le révisionnisme). ([Retour.](#))
2. Voir l'article « *La démarcation actuelle entre marxisme-léninisme et opportunisme* ». ([Retour.](#))

3. Lénine cité dans *L'Emancipation*, Edition numérique, p. 3. ([Retour.](#))
4. *L'Emancipation*, Edition numérique, p. 10. ([Retour.](#))
5. Marx dénonçait le socialisme petit-bourgeois, dont le représentant le plus typique était Proudhon en France, parce qu'il ne voyait pas dans le travail salarié ni dans l'existence de la propriété privée la cause fondamentale de l'exploitation. ([Retour.](#))
6. Voir l'étude [Quelques aspects du révisionnisme du P'CF.](#) ([Retour.](#))
7. Voir notamment l'édition numérique des articles « Crise du marxisme et révisionnisme » de la revue *L'émancipation* ou les articles parus dans la revue *La voie du socialisme.* ([Retour.](#))
8. Karl Marx, *Postface* de la 2<sup>ème</sup> édition allemande du *Capital.* ([Retour.](#))
9. *L'émancipation*, Edition numérique, pp. 17-18. ([Retour.](#))
10. *La voie du socialisme* (journal), Edition numérique, p.2. ([Retour.](#))
11. Voir prochainement notre analyse intitulée « *De la façon de traiter du matérialisme dialectique et historique dans l'analyse des sociétés prétendument socialistes* ». ([Retour.](#))
12. C'est ainsi que Marx motivait « la nécessité d'une action politique générale » contre le Capital. Voir *Salaires, prix et profit*, Edition numérique, p. 29. ([Retour.](#))
13. Nous tenons cependant à signaler un contre-exemple positif démontrant qu'une frange du mouvement se réclamant du marxisme-léninisme commence à comprendre la nécessité de la lutte contre l'économisme, celui du journal *Intervention Communiste* publié par l'URCF qui intègre une rubrique « éducation » contenant des matériaux sur la réappropriation de l'histoire du mouvement communiste et posant les fondements de l'éducation communiste des travailleurs. ([Retour.](#))
14. Voir le point 5 de notre article sur « l'étape des cercles ». ([Retour.](#))
15. Pour l'unité, contre les groupes, *La voie du socialisme*, Edition numérique, pp. 143-145. ([Retour.](#))
16. Comme on a pu en trouver avec l'exemple de « l'initiative unitaire » des Editions Proletariennes qui visait en fait à faire table rase du souvenir de la rupture avec le révisionnisme chinois des années 70, ou comme on peut en trouver encore aujourd'hui au sein d'une jeunesse communiste qui, manquant d'expérience et de recul, ne comprend pas encore pourquoi subsistent des divisions pouvant apparaître *au premier abord* comme mineures ou secondaires. A l'échelle de la jeunesse s'éveillant au communisme, l'exemple négatif du *Forum « Unité » Communiste* a démontré encore une fois la « nocivité de ces conceptions » qui consistent principalement en des appels moralisateurs à l'unité parallèlement à une « dénonciation » purement scolastique du révisionnisme. Le souci de l'unité ignorant le préalable de l'unification idéologique débouche ici sur la division. ([Retour.](#))
17. Dans son ouvrage *Matérialisme et empiriocriticisme*, Lénine a combattu certains prétendus marxistes de son époque qui, en philosophie, défendaient l'agnosticisme contre le matérialisme conséquent. Lénine démontrait ainsi que la question de la connaissance pouvait être ramenée en définitive à définir le rapport de *l'existence* de la vérité objective avec sa *connaissance*. L'enjeu essentiel de cette question n'est autre que celui de savoir si l'on considère les sciences sociales de manière scientifique (en marxiste), ou de manière agnostique (en petit bourgeois) ; avec évidemment des répercussions immenses sur le terrain pratique selon que l'on a fait de telle ou telle conception son guide pour l'action ! ([Retour.](#))
18. Au moment où nous achevons la rédaction de cet article, arrive à notre connaissance une excellente nouvelle concernant la reconstruction du mouvement marxiste-léniniste en Albanie :

### LES COMMUNISTES ALBANAIS MONTRENT L'EXEMPLE

Le Collectif Militant Communiste est heureux de diffuser une bonne nouvelle qui nous vient d'Albanie : Les deux principales organisations communistes de ce pays, le Parti du Travail D'Albanie et le Parti Communiste Albanais et les groupes communistes ont décidé de créer l'instrument qui leur permettra dorénavant d'agir ensemble, et d'avancer vers l'unification des communistes dans un

seul Parti : le Conseil Interpartis National du Mouvement Communiste Albanais. Notre Collectif appelle les communistes marxistes-léninistes de France à s'engager sans tarder dans cette voie.

Voici le communiqué

## COMMUNIQUE :

### CREATION DU CONSEIL INTERPARTIS NATIONAL DU MOUVEMENT COMMUNISTE ALBANAIS

Le 4 novembre 2005, au siège du Parti du Travail d'Albanie, a été organisée une rencontre entre les représentants du PPSH (PTA) et du PKSh (PCA). A cette rencontre ont pris part pour le PTA, les camarades Xhevdet Pataj, Muharrem Xhafa et Timoshenko Pekmesi, pour le PCA, les camarades Hysny Milloshi premier secrétaire du Comité Central du PCA et, en l'absence des camarades Milazim Gura et Nazer Kongjini, les camarades Xhemal Shehu et Gjon Gjergji, et pour les groupes communistes, le camarade Ibrahim Arapi.

A l'ouverture de la rencontre, le camarade Xhevdet Pataj, premier secrétaire du CC du PTA après avoir reconfirmé les engagements du PTA et du PCA pour créer un Conseil Interpartis National du Mouvement Communiste Albanais, a déclaré que cet organisme aurait une grande importance et que par ses activités, il donnerait un nouvel essor au mouvement communiste en Albanie et à son unité dans un seul parti communiste.

Ensuite, le camarade Xhevdet Pataj a proposé pour direction du Conseil Interpartis National qu'il y ait un président et un secrétaire avec des statuts égaux. En accord, le camarade Hysny Milloshi fut élu président et le camarade Xhevdet Pataj secrétaire. Dans cette première assemblée du Conseil, les camarades Xhevdet Pataj, Hysny Milloshi et d'autres ont exposé leurs idées sur les statuts et les moyens de fonctionnement du Conseil, ses objectifs, sa plateforme et son plan d'actions.

Il a été décidé que le 8 novembre, jour de la fondation du PCA (PTA) sera organisée une activité commune consacrée à cet anniversaire et, à cette occasion, une déclaration à la presse annoncera à l'opinion publique la création du Conseil Interpartis National du Mouvement Communiste Albanais. Sur proposition du camarade Hysni Milloshi, le camarade Muharrem Xhafa a été chargé de rédiger et de faire la conférence de presse.

Les deux partis ont décidé d'organiser ensemble, à Tirana, une action importante le 29 novembre 2005 consacrée au jour anniversaire de la libération de l'Albanie du pouvoir fasciste et des traîtres au pays.

De même il a été décidé que pour l'organisation des conseils interpartis dans les régions, les explications et les autres questions, des directives appropriées seront envoyées.

*Publié dans « 8 NENTORI » organe du Parti du Travail d'Albanie, le 16 novembre 2005*

*Article traduit et diffusé par le Collectif Militant Communiste (France)*

*<http://www.militcom.org> ([Retour.](#))*

## ***Programme minimum — programme maximum***

### **Avant-propos**

Il est communément admis une distinction entre programme minimum et programme maximum, chacun fixant les tâches du Parti communiste dans des circonstances différentes. D'ordinaire, le programme minimum correspond à ce qui est censé être réalisable dans le cadre de la société bourgeoise, tandis que le

programme maximum est synonyme de renversement du capitalisme.

Tel est le schéma programmatique sur lequel fonctionnent invariablement les communistes se réclamant du marxisme-léninisme.

## 1° D'où vient la distinction programme minimum/programme maximum ?

Cette distinction a été mise à l'ordre du jour dans les pays arriérés économiquement, non encore affranchis du joug féodal ou colonial, où les tâches de la révolution démocratique bourgeoise ou de la lutte de libération nationale peuvent se poser sans que forcément le passage au socialisme ne soit une nécessité immédiate.

Dans la Russie tsariste, le programme minimum des bolcheviks consistait à faire triompher la démocratie bourgeoise, qui apporterait inévitablement des libertés facilitant l'essor ultérieur du mouvement ouvrier. A travers la distinction entre le programme minimum et le programme maximum, Lénine réclamait ainsi

« la distinction rigoureuse du programme minimum démocratique et du programme maximum socialiste. »<sup>1</sup>

Il ajoutait que

« Marx et Engels ne faisaient point, en 1850, de distinction entre dictature démocratique et dictature socialiste, ou plutôt ne parlaient pas du tout de la première car le capitalisme leur semblait caduc et le socialisme proche. C'est aussi pourquoi ils ne distinguaient pas, à cette époque, le programme-minimum du programme-maximum. »<sup>2</sup>

Le programme minimum a donc un fondement objectif dans les pays arriérés et dépendants où la question de la révolution démocratique bourgeoise anti-impérialiste se pose et peut amener une étape transitoire. En revanche, dans les pays impérialistes modernes où se pose de manière *immédiate* la question sociale (celle du renversement du joug social, économique et politique du Capital, même sous sa forme la plus « démocratique » et « pluraliste »), le « programme minimum » ne peut qu'assombrir la question de la socialisation de l'appareil productif et éluder la question de la dictature de classe de la bourgeoisie, versant ainsi de l'eau au social-démocratisme.

## 2° Quelle est la signification du « programme minimum » sous l'impérialisme ?

Dans les pays exportateurs de capitaux, qui pillent et oppriment leurs zones d'influence attirées, le « programme minimum » ne peut évidemment pas consister dans une nouvelle « révolution démocratique » bourgeoise ou dans une « lutte de libération nationale » qui, dans le cadre de puissances impérialistes, ne peut être qu'une lutte nationaliste-chauvine entre charognards impérialistes pour s'attribuer une plus grosse part de « gâteau » (marchés et colonies).

Les Partis communistes des pays impérialistes, rongés par l'opportunisme de ses chefs dégénérés issus de l'aristocratie ouvrière, ont donc d'ordinaire substitués à la juste distinction qui prévaut dans les pays arriérés, une distinction arbitraire qui n'a pas de fondement scientifique au sein de nations impérialistes ; pire : cette distinction a servi à camoufler l'opportunisme et l'aplatissement idéologique et politique face au social-démocratisme. Le « programme minimum » consiste alors dans une sorte d'« étape intermédiaire » entre capitalisme et socialisme, au moyen principalement des nationalisations. Il ne faut donc pas être surpris qu'un tel présumé ait pu amener les opportunistes à préconiser une « voie démocratique et pacifique au socialisme ». Ces prétendues « voies nouvelles », « *spécifiques* », sont les manifestations non « *spécifiques* », mais *générales* du révisionnisme mondial. Elles sont habituellement le produit de la collaboration de classe, de la capitulation face au renforcement de l'appareil de répression bourgeois et face au danger fasciste. Devant le danger fasciste, l'opportunisme de droite tend à se renforcer l'esprit de capitulation au sein des communistes : il consiste principalement à laisser de côté les tâches de la révolution sous le prétexte de ne pas rompre le « front uni » antifasciste ou d'effrayer les partis social-démocrates. (Thorez disait ainsi que devant le danger fasciste il ne fallait pas choisir entre

fascisme et socialisme mais entre fascisme et démocratie.<sup>3</sup>) Ces tares existent toujours aujourd'hui, à des degrés plus ou moins variés, de manière plus ou moins larvée.

Quelles réformes « à caractère transitoire » sont possibles sous la domination de la bourgeoisie impérialiste qui défend bec et ongle ses privilèges, sachant que le danger du fascisme devient réel dès l'instant où la bourgeoisie voit ses intérêts réellement menacés ? Quand on voit, encore récemment — par exemple dans le cadre du mouvement pour le retrait du CPE —, comment même dans une démocratie bourgeoise « modèle » comme la France, la bourgeoisie n'hésite pas à lancer son appareil policier et militaire contre des manifestants d'un mouvement n'affichant pas un but de revendication politique, mais de simples revendications *économiques à caractère défensif*, on ne peut qu'en conclure que la marge de manœuvre du réformisme est des plus restreintes quand il s'agit de s'opposer aux intérêts d'une minorité exploiteuse tenant en mains les rênes de l'Etat, et que dans le cas de *revendications politiques* ayant pour objectif *offensif* la révolution socialiste, la bourgeoisie ne pourra se montrer que plus répressive...

Ayant cela en vue, soulignons que par « programme minimum » on entend généralement les « réformes possibles » dans le cadre du capitalisme. Parmi ces « réformes possibles », les nationalisations semblent avoir la vedette. C'est déjà autour d'elles que tournait le programme du PCF des années 1930-1940. Pour le PCF, les nationalisations servaient à justifier le rejet de la théorie léniniste de l'Etat. Les nationalisations devaient amener une sorte « d'étape intermédiaire » facilitant le passage au socialisme. Dans la conception sociale-démocrate des dirigeants du PCF de l'époque, nationaliser, c'était « arracher peu à peu » le pouvoir des mains des capitalistes, pacifiquement bien sûr. — Quoi de plus normal sous un régime dit « démocratique » où l'Etat était censé selon la conception jaurésienne être plus ou moins neutre vis-à-vis des classes sociales, et où la « voie démocratique avancée » était censée résoudre la question de la révolution sociale en éludant la question de la nécessité de la *dictature de classe* des travailleurs, afin d'écartier le risque de heurter les masses petites bourgeoises ?

L'idée fondamentale qui se cache derrière ce genre de « programme minimum » — qu'elle apparaisse explicitement ou qu'elle soit seulement sous-entendue de manière implicite —, est l'idée jaurésienne de transformation du capitalisme en socialisme (ou à un régime de transition au socialisme) par la simple accumulation de transformations progressives.

« Le plus important, c'est votre idée, profondément erronée, selon laquelle si on fait la somme totale des revendications (du programme minimum)..., on passe à un régime social fondamentalement différent ».<sup>4</sup>

Et d'ajouter aussitôt :

« C'est absolument faux !! Aucune des revendications du programme minimum, pas plus que la somme totale de ces revendications, n'aboutit « au passage à un régime social fondamentalement différent ». Prétendre le contraire, cela revient en fait à adopter la position du réformisme, à abandonner le point de vue de la révolution socialiste. »<sup>4</sup>

Ces remarques de Lénine ont une grande portée. En général, les révisionnistes ne nient pas l'évolution, mais soit ils nient que l'évolution se fasse au cours de bonds qualitatifs suite à une accumulation quantitative, soit ils cherchent à faire croire que puisque l'accumulation quantitative amène au saut qualitatif, cela se fera mécaniquement, naturellement, et que le processus *d'expropriation des exploités* lui-même suivra ce développement quantitatif graduel, sans saut qualitatif brusque.

Le combat pour la « démocratisation » de la vie politique et de la vie dans l'entreprise ne peut sous l'impérialisme être séparée de la lutte pour le socialisme : comment prétendre sérieusement pouvoir lutter contre les licenciements économiques, la flexibilisation de l'emploi et la précarisation des travailleurs *sous le capitalisme* quand on voit quotidiennement s'exprimer « la tendance à la réaction » du capitalisme monopoliste, quand on voit encore récemment avec quel acharnement la bourgeoisie française (dans son ensemble) a su défendre, pendant des mois durant et contre une mobilisation massive de la jeunesse et des travailleurs, une mesure archi-réactionnaire qui était seulement destinée à *renforcer* la flexibilité du travail chez les jeunes !

De telles revendications ne peuvent donc ni servir à meubler un *programme* ni se substituer à une

*stratégie* pour les communistes, ce n'est d'ailleurs pas pour rien si les révisionnistes ont gravé ces revendications dans leurs programmes : c'est bien parce qu'elles ne remettent pas fondamentalement en cause la domination du Capital mais ne servent, comme on l'a déjà dit, qu'à verser de l'eau au moulin du social-démocratisme !

A la rigueur, on pourrait concéder la mise en avant *temporelle* de tel ou tel mot d'ordre ou revendication à des fins purement *tactiques*, dans une phase d'essor du mouvement ouvrier et d'intense lutte de classe (tout en veillant à expliquer clairement aux travailleurs pourquoi le capitalisme ne pourra jamais consentir à la leur accorder, non pas par « méchanceté », mais du fait même de la coercition exercée par les lois économiques immuables régissant la production marchande), afin de montrer aux travailleurs le fossé entre leurs *aspirations* économiques politiques et sociales et *l'impossibilité* pour l'impérialisme de satisfaire à ces revendications, et ainsi de leur démontrer la *nécessité* de la *révolution socialiste*.

C'est dans ce sens *purement tactique* que Lénine remarquait que — dans les conditions russes de l'époque où se justifiait le programme minimum démocratique bourgeois, et alors même que pour la réalisation complète de celui-ci Lénine estimait qu'elle pouvait nécessiter d'enchaîner la révolution socialiste dans la foulée de la révolution démocratique<sup>5</sup> :

« La seule chose que l'on peut affirmer, c'est qu'il est tout à fait probable qu'à chaque fois qu'il y aura une lutte sérieuse en faveur des grandes revendications du programme minimum, cela provoquera un essor de la lutte pour le socialisme et qu'en tout état de cause, c'est à cela que nous tendons. »<sup>4</sup>

Il ne nous apparaît pas non plus inutile de rappeler comment Dimitrov dénonçait déjà les manifestations de cette tendance opportuniste lourde qu'il observait au sein du mouvement ouvrier européen, tendance qui consistait à nier le saut qualitatif révolutionnaire en lui substituant des programme minimaux « de transition ».

« Il y a quinze ans, Lénine nous appelait à concentrer toute notre attention sur la « recherche des formes de transition ou de rapprochement conduisant à la révolution prolétarienne ». Le gouvernement de front unique s'avérera peut-être, dans une série de pays, une des principales formes de transition. Les doctrinaires « de gauche » ont toujours passé outre à cette indication de Lénine ; tels des propagandistes bornés, ils ne parlaient que du « but », sans jamais se préoccuper des « formes de transition ». Quant aux opportunistes de droite, ils tendaient à établir un certain « stade intermédiaire démocratique » entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat, pour inculquer aux ouvriers l'illusion d'une paisible promenade parlementaire d'une dictature à une autre. Ce « stade intermédiaire » fictif, ils l'intitulaient aussi « forme transitoire », et ils se référaient même à Lénine ! Mais il n'était pas difficile de dévoiler cette filouterie ; car Lénine parlait d'une forme de transition et de rapprochement conduisant à la « révolution prolétarienne », c'est-à-dire au renversement de la dictature bourgeoise, et non pas d'on ne sait quelle forme de transition entre la dictature bourgeoise et la dictature prolétarienne. »<sup>6</sup>

C'est ainsi que Dimitrov caractérisait (en 1935, au 7<sup>ème</sup> congrès de l'Internationale Communiste) si justement l'opportunisme de droite, un opportunisme qui rongeaient en fait le PCF dès les années 1935-1945 et qui s'exprimait pleinement avec la déclaration de Thorez au Times en 1946. Il est d'autant plus amusant que ces mêmes opportunistes de droite (de Thorez à Hue), n'aient cessé de travestir Dimitrov et d'essayer de l'utiliser pour justifier leurs « voies nouvelles », notamment leur « transition démocratique » et leur « démocratisation continue » au socialisme. Chez les révisionnistes d'hier comme d'aujourd'hui, les « programmes minimaux » ou « de transition », servent toujours à éluder la véritable question posée aux travailleurs : « dictature de quelle classe, démocratie pour qui ? »

### **3° Quelle signification peut avoir la nationalisation si elle n'est pas accompagnée de l'expropriation des exploités ?**

Les nationalisations sont-elles possibles sous le capitalisme ? Si oui, peuvent-elles consister une sorte d'étape intermédiaire pour accéder au socialisme, ou au moins « s'en rapprocher » ?

Lénine répondait à la première question par l'affirmative, en précisant que les nationalisations étaient même très utiles à la bourgeoisie monopoliste, pour édifier les branches industrielles les plus gourmandes en capital (mines, énergie, transports ferroviaires et aériens) au frais du contribuable, ou « assainir » et « renflouer » les grosses entreprises au bord de la faillite, toujours au frais du contribuable (c'est-à-dire principalement les travailleurs salariés dont la tâche politique se ramène sous le capitalisme à payer des impôts).

« Ce sont en effet les nationalisations qui selon la social-démocratie vont enfin permettre aux groupes industriels d'avoir réellement les moyens de leur restructuration. (...) Les nationalisations doivent surtout permettre aux monopoles de réaliser la "spécialisation mondiale". »<sup>7</sup>

Telle est la signification des vagues de « nationalisations » des années 1936, 1945 et 1981. Sous le capitalisme, les nationalisations *ne peuvent pas* avoir d'autre signification. Nationaliser sans porter atteinte aux intérêts de la bourgeoisie ne peut pas supprimer le régime capitaliste ; d'où la nécessité de procéder à l'expropriation des exploités (préalable si clairement souligné par Marx). Sans cela, il va de soi, il ne peut être aucunement question ici de socialisation de l'appareil de production.

Karl Marx remarquait que déjà au 18<sup>ème</sup> siècle, dans les démocraties bourgeoises, *l'Etat était devenu la propriété* de propriétaires privés, du fait du système des dettes publiques. Les industries d'Etat n'ont donc aucun caractère socialiste aussi longtemps que la bourgeoisie conserve sa puissance économique.

Cette expropriation ne peut évidemment pas consister dans le « rachat » des moyens de production contre des « actions d'Etat » ! Quoi de « socialiste » dans cela, sinon le fait de camoufler un peu plus l'exploitation salariée, à la manière des social-démocrates ?...<sup>8</sup>

Sous le capitalisme comme sous le « capitalisme d'Etat », le secteur d'Etat exploite le travailleur ni plus ni moins que le secteur privé ! Le travailleur du « public » sue de la plus-value tout autant que le travailleur du privé, et les quelques « adoucissements »<sup>9</sup> (comme la relative sécurité de l'emploi) qui existaient encore il y a quelques années sont en train de disparaître : le secteur nationalisé dit « public » utilise de plus en plus massivement des travailleurs mal rémunérés à contrat précaire. C'est là la logique même du mode de production capitaliste.

Dans la logique du révisionnisme « classique », soit les nationalisations et les services publics sont considérés comme de véritables « embryons de socialisme », soit elles sont présentées au minimum comme une « avancée progressiste » censée nous rapprocher du socialisme, comparativement au capitalisme classique (celui, mythologique, de la concurrence dite « libre et non faussée » !) Ce qui signifierait implicitement que le capitalisme monopoliste d'Etat permettrait une « certaine régulation » de l'économie et une certaine limitation de la concurrence, profitable aux travailleurs. Or c'est là reprendre les vieilles illusions qu'entretenait le révisionnisme thorzien de l'immédiate après-guerre, persuadé que les nationalisations et le secteur public permettraient aux richesses « de mieux faire retour à la nation » et de combattre les monopoles, alors même que ces nationalisations étaient un instrument aux mains des monopoles !

Demander « plus de nationalisations » ne peut donc constituer une alternative au capitalisme ! (A moins de reprendre à son compte la théorie du « capitalisme dirigé » si chère aux défenseurs crypto-kéynésiens de l'ordre exploiteur.)

Mettre en avant un « programme de nationalisations » ou de « ré-industrialisation » est donc un avatar typique hérité du révisionnisme et du social-démocratisme, dont les racines sont très profondes dans les pays impérialistes comme la France.

La bourgeoisie, elle, connaît parfaitement *l'innocuité* de tels programmes « minimums » ou « de transition ». <sup>10</sup> Ce qu'elle redoute, c'est une analyse objective des classes et de son système social d'où il ne peut ressortir qu'une seule conclusion : l'existence en France impérialiste de la base matérielle (objective) en vue passage au socialisme, de la possibilité de socialisation immédiate des principaux moyens de production, de l'expropriation *immédiate* des capitalistes de la ville et de la campagne (existence de grandes exploitations mécanisées employant des ouvriers agricoles), de la possibilité de

disposer d'un appareil de contrôle (bancaire) et de distribution (commerce) performants. C'est ce sur quoi il nous faut insister, en tant que marxiste-léninistes, en face de « programmes » (dits « minimums » ou non) le plus souvent directement hérités des conceptions sociales-démocrates et révisionnistes.

Le comble du révisionnisme, surtout quand il émane d'organisations se réclamant du marxisme-léninisme, étant peut-être le fait de faire d'un soutien à la gauche une plate forme pour un programme minimum, sous le prétexte que la droite au pouvoir est pire que la « gauche » :

« Qu'on les prenne dans n'importe quel sens, de telles formules signifient que la gauche au pouvoir représente une "avancée", un "progrès". Dans ce premier argument justifiant le soutien à la gauche, on retrouve donc certains ingrédients de la propagande révisionniste pour qui la tâche de l'heure est de "barrer la route à la droite". »<sup>11</sup>

Il faut aux communistes un véritable programme de combat, élaboré scientifiquement, afin qu'il soit capable de guider les travailleurs dans leur lutte (quotidienne aussi bien qu'à long terme), en veillant toujours à ce que le travail quotidien face office d'un tremplin vers la réalisation des intérêts généraux à plus long terme du mouvement.

« Selon nous, le programme ne doit pas être compris au sens étroit et formel d'un document unique cataloguant les opinions du parti et qu'on peut abandonner ou mettre en avant au gré des circonstances. Le programme transparaît dans une multitude de textes, de décisions, d'analyses. Il fixe clairement, pour chaque étape, le but stratégique en le reliant à tous les autres éléments de la ligne politique. Rédiger un document figé, qu'on baptisera programme, est une affaire de quelques heures à la portée de n'importe qui. Mais élaborer un programme politique au sens marxiste, un programme fondé scientifiquement sur la théorie révolutionnaire, cela ne peut être bâclé lors d'une ou de plusieurs réunions. Les communistes doivent travailler sur toutes les grandes questions programmatiques — l'analyse des classes, la situation du prolétariat, la paupérisation, les alliances, la question paysanne, la question nationale, la question coloniale, la situation du capitalisme, le travail dans les syndicats, la question de l'armée, etc. — car, sur toutes ces questions, le mouvement communiste français n'a légué que confusion, erreur, déviation et ignorance. Concernant le but de la révolution, le socialisme, l'indigence de pensée du PCF a pesé sur le mouvement ouvrier même dans les années 30. La propagande en faveur de la construction du socialisme en URSS a souvent été faible.

Sur toutes les grandes questions évoquées plus haut, les révisionnistes ont de leur côté travaillé depuis trente ans, ils ont élaboré quantité de "théories" et de "programmes" que seules l'ignorance et l'inaction du mouvement marxiste-léniniste français rendent "plus crédibles". Pour jeter les bases d'un programme, il faut savoir quelles armes sont à notre disposition. Il ne suffit pas de se proclamer marxiste-léniniste pour disposer comme par enchantement de la théorie marxiste-léniniste. Il faut fournir un grand effort pour s'assimiler cette théorie, et cet effort ne peut être accompli qu'en traitant des grandes questions programmatiques énumérées plus haut, qu'en travaillant ces questions sous tous leurs aspects, économique, idéologique, philosophique, ainsi que sous l'angle pratique (comment se posent-elles pour le mouvement révolutionnaire aujourd'hui, quelles actions peut-il préconiser pour les résoudre, etc. ?). D'autre part, de multiples théories, en particulier révisionnistes, jettent la confusion en ce domaine. Il faut alors prendre conscience que le mouvement communiste français des années 30 et 40 n'a pas correctement élaboré ces questions. (...)

Dans notre pays, les communistes aujourd'hui ne peuvent échapper à l'accomplissement de ce travail théorique, aussi difficile soit-il. Il est toujours aisé de faire de l'"anti-théoricisme" — c'est aujourd'hui, plus que jamais, politiquement irresponsable. Les marxistes-léninistes ne se tournent pas vers le travail théorique par goût, mais par nécessité historique, révolutionnaire. Nous avons désormais la preuve historique que le rejet de la théorie est lié au refus de lutter contre le révisionnisme moderne. Le destin conciliateur des chefs du mouvement marxiste-léniniste français qui ont fini dans les bras des révisionnistes (ou de leurs alliés du socialisme petit-bourgeois) permet de donner un sens politique à ce rejet de la théorie et de voir qu'il est déjà en lui-même une manifestation de la conciliation avec le révisionnisme. »<sup>12</sup>

## Notes :

1. Lénine, *La dictature révolutionnaire, démocratique du prolétariat et de la paysannerie*, « Vpériod » n° 14. Conforme au texte du journal du 12 avril (30 mars) 1905. [\(Retour.\)](#)
2. Lénine, *Sur le Gouvernement révolutionnaire provisoire*. Premier article : *La référence historique de Plékhanov*. Publié dans le n°s 3 et 9 du « *Prolétari* » des 3 et 9 juin (21 et 27 mai) 1906. [\(Retour.\)](#)
3. Sur la question des traits essentiels de l'analyse de classe du fascisme, voir les paragraphes correspondants situés dans le premier tiers de la partie n°2 de notre étude intitulée : [La 'démocratie' malade : insécurité, discriminations, immigration et racisme](#). [\(Retour.\)](#)
4. Lénine, *Œuvres*, Tome XXX, pp. 7-9. [\(Retour.\)](#)
5. Ce que Staline développera plus amplement dans son analyse de la question nationale et coloniale (cf. *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, Edition numérique), remarquant que les tâches fixées par la lutte de libération nationale anti-féodale et anti-impérialiste, après avoir vu leur réalisation confiées à la révolution démocratique bourgeoise, devraient vraisemblablement être confiées à la révolution socialiste ; ce qui se conçoit parfaitement, puisque seul le socialisme qui ne lie pas son développement à celui de l'impérialisme est donc à terme *le seul capable* d'assurer une véritable indépendance économique, seule garante de la sauvegarde d'une véritable indépendance politique et de la complète libération du joug colonial et néo-colonial. C'est ce processus qu'a suivi la révolution socialiste en Albanie où la lutte de libération nationale du joug fasciste-impérialiste avait débouché sur la révolution socialiste. [\(Retour.\)](#)
6. Georges Dimitrov, « L'Offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme », *Œuvres choisies*, Edition numérique, p. 59. [\(Retour.\)](#)
7. « Les socio-démocrates et les monopoles capitalistes : continuité et ruptures », *L'Emancipation*, Edition numérique, n° 6, p. 161. [\(Retour.\)](#)
8. Ceci est si vrai que les nationalisations chinoises consistèrent en un rachat d'industries par l'Etat contre des obligations d'Etat. Par là étaient perpétués les rapports d'exploitations et assurés les profits d'une bourgeoisie qui n'avait pas à s'exposer au grand jour, l'assurant donc une relative paix sociale. Mais bien sûr, l'efficacité économique et sociale de cette espèce de « socialisme » (en fait un capitalisme d'Etat bien réel) laissait à désirer, puisque la toute puissance du Capital continuait à réguler l'ensemble de la production sociale (d'où l'impossible mécanisation de la campagne et le retard persistant de l'industrie lourde sur l'industrie légère, retards si caractéristiques du mode de production capitaliste). [\(Retour.\)](#)
9. « Il semble que les nationalisations aient été réservées aux groupes dont la structure tant financière qu'industrielle était déjà suffisamment stable et pour lesquels seules des modifications secondaires étaient nécessaires. L'objectif apparent serait d'éviter à l'Etat d'apparaître en première ligne dans des restructurations trop sauvages ayant de lourdes et rapides conséquences sociales, en particulier des licenciements. Cela ne veut pas dire que l'emploi soit garanti dans les sociétés nationalisées mais l'attaque sera plus indirecte (arrêt de l'embauche, rapatriement de la sous-traitance, préretraite, etc... voir l'exemple japonais). » (*L'Emancipation*, Edition numérique, n° 6, p. 161.) [\(Retour.\)](#)
10. « Le consensus de la bourgeoisie : "Le thème des nationalisations n'a pas constitué un des temps forts de la campagne électorale de Monsieur Mitterrand." (*Le Monde*, supplément aux dossiers et documents, mai 1981, p. 89.) Cette remarque n'est pas sans intérêt. En effet, si les nationalisations, contrairement aux élections de 1978, n'ont pas été l'objet de vives controverses, c'est que les partis bourgeois ont admis dans leur ensemble que cette politique était conforme à leurs intérêts. C'est ce qui explique que l'opposition de "droite" aux nationalisations n'a été que formelle. La réaction des "patrons" des "nationalisables" est restée très courtoise, à tel point que beaucoup sont restés en place (Lagardère chez Matra, Dassault, Gandois à Rhône-Poulenc, Fauroux à Saint-Gobain). Les seules contestations un peu véhémentes ont porté sur les méthodes d'indemnisation, les socialistes "bons princes" n'avaient pourtant pas lésiné puisque

qu'ils avaient recueilli le soutien des plus hautes autorités de la COB, (Commission des Opérations de Bourse) en adoptant l'avis du Conseil d'Etat sur ce sujet. Rien donc de particulièrement hardi... cependant le Conseil d'Etat a décidé d'améliorer le sort des "pauvres" actionnaires et le PS s'exécute de bonne grâce, à tel point que l'opposition de droite se gousse et reproche... le poids trop important des indemnisations ! » (*L'Emancipation*, Edition numérique, n° 6, p. 165.) [\(Retour.\)](#)

**11.** « Le rôle d'un marxiste n'est pas de se lamenter sur le fait que "la gauche fait la politique de la droite", mais de se rappeler et de montrer que la distinction droite/gauche s'efface devant les lois du capitalisme. Depuis des dizaines d'années, les gouvernements bourgeois ont fondé leur politique salariale sur le précepte keynésien de l'indexation des salaires sur les prix. Keynes avait légué ce "secret" comme une sorte de remède miracle à la bourgeoisie : l'augmentation du salaire nominal des ouvriers est possible et peut apparaître comme un "progrès social" dès lors que le taux d'inflation entraîne une stabilité (dans le meilleur des cas) du salaire réel. Cette politique servit de base à la collaboration de classe. Aujourd'hui, dans certains pays, la bourgeoisie en récolte les fruits en faisant accepter aux syndicats une baisse du salaire. En France, cette politique n'a jamais pris une forme aussi pure. » (« Le PCF au gouvernement », *L'Emancipation*, Edition numérique, n° 8, p. 200.) [\(Retour.\)](#)

**12.** « Le PCF au gouvernement », *L'Emancipation*, Edition numérique, n° 8, pp. 204-205. [\(Retour.\)](#)

[Retour au sommaire](#)